

# Les droites en Grèce au premier XX<sup>e</sup> siècle

Despina Papadimitriou\*

## ABSTRACT

The 1940s witnessed the emergence of the Greek Right and its institutional representations. This article analyzes both through the press, the forum where sensibilities were formed and ideologies were structured. It starts by tracing the appearance in the 1930s of Rightist sensibilities which morally undermined the traditional cleavage of the national schism and foreshadowed the Left-Right ideological division. The rhetoric of the extreme Right is analyzed at four points in its evolution: the counter-revolutionary movement of 1915-1916; the impact of the extreme Right-wing ideas on the society of the thirties; the Metaxas dictatorship and the populist extreme Right of the Civil War.

## RÉSUMÉ

C'est à travers la presse — où se manifestèrent les sensibilités et se structurèrent les idéologies — qu'on étudie l'émergence des droites en Grèce et leur représentation dans la sphère institutionnelle de la Grèce des années quarante. On y analyse l'apparition des sensibilités de droite des années trente qui minaient moralement la rupture traditionnelle du schisme national en préfigurant la partition idéologique droite-gauche; ensuite, l'évolution du discours de l'extrême droite: le mouvement contre-révolutionnaire des années 1915-16, l'imprégnation de l'ultra-droite des années trente, la dictature métaxiste et l'extrême droite populiste de la guerre civile.

Les droites en Grèce n'existent pas avant la fin des années trente à l'exception du mouvement contre-révolutionnaire de la période qui va de 1915 à 1917, né en réaction à la politique de modernisation de Elefthérios Vénizélos, au sein du courant populiste de l'antivénizélisme ultra<sup>1</sup>. La division de l'espace politique de la période qu'on pourrait appeler les années du premier schisme national, véhicule une vision duale des débats nationaux et politiques qui ne peut assurément pas être traduite en des termes d'une partition idéologique droite-gauche. Les deux grandes formations politiques opposées, les vénizélistes (libéraux) et les antivénizélistes, ralliés autour du roi pro-allemand Constantin I<sup>er</sup>, regroupent diverses tendances politiques, liées par la fascination du leader charismatique (Vénizélos pour les uns, le roi Constantin pour les autres) et par la volonté de mettre en vigueur ses prônes en utilisant même la politique de force.

\*Université d'Athènes

Par ailleurs, il n'existe pas en Grèce un legs révolutionnaire —tel qu'en France— par rapport auquel s'affirment les idéologies, les cultures et les sensibilités des droites et des gauches. C'est pourtant dans le seul cadre de l'évènement —la Première Guerre mondiale<sup>2</sup>— que se structurent les deux familles de représentations politiques opposées: l'une visant à lier "le destin national" de la Grèce à celui des pays occidentaux, d'après le sentiment largement majoritaire dans le pays à la veille de la Grande guerre, et l'autre dénonçant "la conspiration du vénizélisme et des étrangers" (les Anglais et les Français) contre le roi et le pays<sup>3</sup>; de surcroît, le parti libéral avait une forte orientation vers la démocratie libérale, mais pas forcément vers la République en ce qui concerne la période du premier schisme, tandis que l'antivénizélisme de l'époque était, dans une large mesure, un mouvement réactionnaire. Les forces politiques conservatrices, agitées par les tendances modernisatrices du gouvernement de Vénizélos ainsi que par l'adhésion des socialistes d'Athènes au vénizélisme, se rassemblèrent autour du charisme royal, contre Vénizélos, sans parler du conservatisme en tant qu'exclusivité d'une seule formation politique<sup>4</sup>. D'autant plus que le gouvernement de Vénizélos de 1928-1932 favorisa l'établissement d'une démocratie bourgeoise fort orientée vers la suppression de l'agitation communiste.

Il faut donc nous garder des généralisations qui présentent le risque d'atténuer la particularité du schisme national de 1915-1936 qui, étudié dans la dimension de l'imaginaire politique, semble perdre sa dynamique idéologique. L'existence de deux systèmes de valeurs politiques ne peut donc suffire à rendre compte de la dimension du vénizélisme et de l'antivénizélisme, comme activités symbolique et mentalités collectives, très diverses dans ses expressions. En outre, ce partage idéologique ne doit pas dissimuler la spécificité de cette crise qui s'enracinait au plus profond des clivages de la société grecque comme celui entre la "vieille Grèce" et les "territoires nouveaux" et l'antithèse entre les autochtones et les réfugiés, dont les origines remontent à l'expansion territoriale rapide qui résulte des succès de la Grèce dans les guerres balkaniques (1912-1913)<sup>5</sup>.

En réalité, c'était le schisme national qui fut à l'origine d'une formation politique solide autour du trône: en encourageant le roi à exercer une politique personnelle et en l'appelant à sauver le pays, gravement menacé à leurs yeux, les antivénizélistes légitimaient la suprématie du pouvoir royal, expression de la "volonté générale", sur toute autre institution; le royalisme —assurant leur accession au pouvoir— est devenu le symbole de la lutte partisane.

La révolution qui suivit la débâcle d'Asie Mineure aboutit à deux développements majeurs pour le camp vénizéliste: d'un côté le processus vers l'autonomie, par degrés successifs, de la part des militaires vis-à-vis des dirigeants des partis politiques, et de l'autre, la division interne à la formation, au sujet du régime<sup>6</sup>. Alexandros Papanastassiou, partenaire de Vénizélos durant la période

1916-1920, fondateur de "l'Union démocratique"<sup>7</sup> (1923) et chef de la lutte contre la monarchie, a reçu le soutien des militaires "républicains" et d'une petite faction du parti libéral<sup>8</sup>. Toutefois, la défense de la République avait un aspect moral: elle s'inscrivait dans un nationalisme né de "l'injustice" faite à la cause nationale par la monarchie; un nationalisme tourné vers l'intérieur, vers la monarchie, un nationalisme "républicain" qui n'était pas dans le droit fil de celui des années de la Grande guerre. La division des vénizélistes en républicains et libéraux constitutionnels n'empêcha pas l'instauration de la République (1924-1935) reconnue par les vénizélistes, par le Parti de l'opinion libre de Ioannis Métaxas et beaucoup plus tard, en 1932, par le Parti populaire, le grand parti de l'antivénizélisme. Le fait que les partis politiques aient reconnu la République n'a entraîné ni l'adhésion au pacte républicain, ni l'entrée de la démocratie dans les mœurs politiques. L'intervention de l'armée dans la politique, les putschs vénizélistes de 1933 et 1935, les luttes intestines, conduisirent au rétablissement de la monarchie et au glissement vers la dictature du 4 août 1936<sup>9</sup>.

Il serait aussi erroné d'accepter que l'opposition idéologique entre libéralisme et conservatisme recouvre celle de la gauche et de la droite<sup>10</sup>. Possédant un contenu dual, le libéralisme politique a servi d'aliment à la droite libérale et en même temps a nourri, à un certain degré, le socialisme démocratique<sup>11</sup>. En outre, le républicanisme tout en constituant une force de mouvement et de progrès selon la conception moderne, en comparaison avec l'ordre établi représenté par la monarchie, doit être étudié dans les conditions particulières de la Grèce de l'entre-deux-guerres. En fin de compte le libéralisme et le conservatisme se combattaient, mais aussi coexistaient dans certains cas, indépendamment du conflit vénizélisme-antivénizélisme.

### Les sensibilités de droite et l'esprit des années trente

L'émergence des droites en Grèce au milieu des années trente, loin de pouvoir être étudiée dans la sphère institutionnelle, peut être analysée dans la perspective des sensibilités qui se manifestent autour de deux thématiques:

1. La monarchie et la république,
2. La division et l'unité nationale.

Les sensibilités de droite se structurent à travers la remise en cause du système des valeurs et des représentations politiques issues du schisme national. Ces sensibilités ont été fabriquées à la faveur des crises des années trente à partir des éléments empruntés aux horizons idéologiques contemporains, ces visions du monde plus ou moins argumentées<sup>12</sup>, formées dans la presse<sup>13</sup>, hors du discours

officiel des partis<sup>14</sup>. Ces horizons étaient nés d'une double appréhension: celle de la division du monde bourgeois —dans sa concomitance à la peur que l'avenir reste inscrit au legs du passé, aux réflexes de guerre civile engendrés par le conflit global tel que fut le schisme national— et celle de la subversion sociale<sup>15</sup>. C'est à travers le rapport intense entre l'"expérience" et l'"attente"<sup>16</sup> que se développa la dynamique de ce courant, pénétré de l'idée que "les fondements de la morale" se trouvaient ébranlés à la suite d'une crise majeure de vingt ans qui avait fracturé "l'unité nationale"<sup>17</sup>, perçue plutôt comme unité du monde bourgeois. Notons qu'on repère pour la première fois le mot *ethnikofrones* qui désignait à l'époque tous ceux qui étaient fidèles à la "loyauté nationale", non seulement les antivénézéliques se disant souvent loyalistes (*nomimofrones*)<sup>18</sup>, mais surtout tous ceux qui appartenaient à l'ordre bourgeois. Ce mot dessinait la ligne de partage qui donna ses propres points de repère à l'époque de la guerre civile des années quarante.

L'apparition des sensibilités de droite fut liée à la conception "de l'état déplorable de la Grèce aux niveaux politique, économique, social et surtout moral"<sup>19</sup>, ainsi qu'à l'attente du rétablissement "de la paix morale"<sup>20</sup> et "de l'unité psychique"<sup>21</sup>. À cet égard, pour *Estia*, la solution était dans "la construction de la cohésion sociale, la réorganisation de la cité, l'assainissement de l'administration, le redressement du parlementarisme, la réforme de la politique gouvernementale, l'abolissement des partis personnels et la création des partis de principes"<sup>22</sup>. Le fait que ces journaux-là se montraient enclins à la séparation des partis bourgeois de ceux de la gauche et des éléments "subversifs" minait moralement la rupture traditionnelle qui paraissait approfondie après le putsch vénézeliste de mars 1935 et les purges opérées par l'État antivénézélite. Contrairement à l'attitude de la droite durant le temps qui précéda le plébiscite de 1946 sur le retour du roi Georges II<sup>23</sup> —quand l'appel à sa force d'unir la nation et de combattre le communisme a légitimé l'exclusion de la communauté nationale des adversaires de la monarchie, qualifiés de communistes<sup>24</sup>— la droite émergente des années trente manifesta sa volonté d'éviter les affrontements brutaux au sujet du plébiscite de novembre 1935. On lisait ainsi dans *I Proia* du 2 octobre 1935: "l'opposition idéologique d'un parti bourgeois démocratique aux adeptes de la monarchie constitutionnelle est négligeable en comparaison avec son opposition fondamentale au communisme, qui envisage la subversion révolutionnaire du régime bourgeois, royaliste ou pas".

En insistant sur ce qui unissait les deux formations politiques plutôt que sur ce qui les divisait, le journal soulignait qu'il n'y avait pas "d'opposition sociale fondamentale" entre les deux régimes bourgeois. C'est surtout par souci de la conciliation<sup>25</sup> et "du combat contre le schisme national"<sup>26</sup> que s'était fait l'engagement de ces journaux en faveur de la monarchie.

L'appel pourtant à l'unité nationale et à l'oubli du passé avait une portée qui dépassait le territoire couvert par ces journaux là<sup>27</sup>. Toutefois, cette demande ne s'exprima pas dans le journal anticommuniste du Parti populaire *Vradyni*, qui à la veille des élections législatives de janvier 1936 propagea un discours d'une intransigeance significative<sup>28</sup>. La lutte la plus fervente contre la conciliation nationale était pourtant menée par les journaux de l'antivénizélisme ultra qui était d'un tempérament extrémiste lié au mouvement contre-révolutionnaire de 1915. C'était le populiste *Esperini (Le Soir)*, animé par une nostalgie du passé, — pas du même goût que celle des droites en France — qui appelait le peuple à “se contre-révolter” afin qu'il “se purifie du miasme vénizéliste”<sup>29</sup>; dans *O Typos (La Presse)* on trouve le même appel à la “contre-attaque” et au meurtre contre les vénizélistes<sup>30</sup>. Le propriétaire de l'*Esperini* A. Giannaros fut d'ailleurs le fondateur d'un groupuscule marginal, l'*Organosis Ethnikiston Ellinon* (Organisation des Grecs nationalistes) qui compta, selon le journal *Iméra*, 14 000 adhérents — des anciens combattants et des militaires de réserve — et se prétendit national-socialiste et aspirant au “redressement social” et “au bannissement de l'oligarchie vénizéliste, de la pourriture sociale et du chaos moral”<sup>31</sup>. Bien que pour ces journaux royalistes le vénizélisme et le communisme étaient indissociables, la lutte prioritaire était à mener contre le vénizélisme.

Le royalisme se présente comme l'idéologie du rassemblement national: pour l'*Ephimeris ton Ellinon (Journal des Grecs)*, organe de presse de Ioannis Métaxas, paru en mai 1935 pour conduire et soutenir la lutte royaliste, l'enjeu du plébiscite fut “de choisir entre la reconstitution sur des bases conservatrices de l'État, voire une direction vers la droite, garantie par le trône, et le tournant vers la gauche, la décomposition et l'anarchie”<sup>32</sup>; pour *Vradyni*, tous les Grecs, au-delà de leur adhésion partisane, tous ceux qui croyaient à la religion et à la patrie, devaient voter pour la restauration”<sup>33</sup>. À la suite de l'association entre les votes pour la République et le renforcement du communisme, les tenants de la République se coupaient progressivement du corps organique de la Grèce.

Cette filiation n'était pas pourtant nouvelle: l'argument selon lequel la République constituait “l'antichambre du communisme” apparaissait dès 1923 dans quelques organes de l'antivénizélisme intransigent, et l'anticommunisme se prononçait en faveur du royalisme. Comme dans la première phase du développement de l'anticommunisme français, quand l'antibolchévisme exprima la désapprobation vis-à-vis de tout ce qui arriva en Union soviétique ainsi que le rejet du fait révolutionnaire en général<sup>34</sup>, le communisme de la Grèce des années vingt fut perçu comme l'idéologie du “vice” et des “révoltes”<sup>35</sup>. C'est pourtant dans les années quarante que devait dominer le thème de la conspiration maléfique du communisme contre le monde civilisé, mais aussi — sur le plan intérieur — contre l'hellénisme et l'intégrité nationale. L'anticommunisme deviendra une sorte de *Weltanschauung* dans lequel se rejoindraient la droite classique et l'extrême droite.

L'ultra-droite des années trente

À la différence de l'association surtout antivénizéliste de A. Giannaros et celle fondée par le propriétaire du journal *Estia*, nommé "Organisation de l'État national souverain", les vraies organisations de l'extrême droite des années trente furent l'*Ethniki Enosis Ellados* (Union nationale de Grèce), nationaliste et antisémite<sup>36</sup>, basée à Salonique qui pendant l'occupation a été nommée "Parti national-socialiste"<sup>37</sup>, l'antisémite Parti national-socialiste de Macédoine, la *Sidera Irimi* (La Paix de fer), national-socialiste et anticapitaliste, l'organisation qui a fondé en 1934 le bimensuel *Ethnikosocialistis* (*National-socialiste*) et le petit Parti national-socialiste de G. Merkouris qui exaltait dans l'*Ethniki Simaia* (*Drapeau National*) l'État national-socialiste et s'en prenait au capitalisme, au parlementarisme et à "la démocratie dite populaire". Les lecteurs de ce quotidien, paru de juillet 1933 jusqu'à mai 1935, y trouvaient des thèmes sur "la nouvelle éthique politique" du national-socialisme, sur l'État corporatiste et l'assemblée des professions, sur la "pénétration communiste" et la "force morale" de la religion<sup>38</sup>. Néanmoins, l'étude de l'extrême droite en Grèce en ce deuxième temps de son évolution ne peut être réduite à ces organisations et groupuscules de moindre portée. C'est ainsi que la banalisation de l'éventualité d'un coup de force et de l'instauration d'un pouvoir fort ainsi que l'exaltation des régimes musclés —dues à l'adhésion d'une large fraction de la presse et de la classe politique, à des idées antiparlementaires, autoritaires et réactionnaires— ont assuré la force d'imprégnation de l'ultra-droite. Les journaux firent souvent l'éloge des régimes fascistes, crédités d'une vigueur et d'une détermination énormes<sup>39</sup>: "les nations vives", pour reprendre l'expression de l'*Estia*<sup>40</sup>, qui, sans proposer la substitution d'une dictature totalitaire à la République ou l'abolition du parlement, préconisait "le renouvellement de la pensée politique qui forme le système gouvernemental" et "une dictature provisoire qui pourrait assurer un régime nouveau"<sup>41</sup>; "les nations qui ont aboli les libertés individuelles au profit de la nation", selon *Esperini* qui croyait fortement que ce modèle ne pouvait pas trouver d'adeptes "parmi les générations en déclin qui penchent vers le romantisme et l'indifférence envers le collectif"<sup>42</sup>. Si l'attraction exercée par le fascisme sur la presse de l'extrême droite et sur les organisations qui se réclamèrent de l'idéologie fasciste, fut orientée —du moins partiellement— vers le caractère nouveau des régimes fascistes, il n'en est pas de même des formations politiques classiques qui se montrèrent plutôt attirées par leurs tendances conservatrices. Pour *Kathimerini* le mouvement d'Hitler fut ancré dans l'esprit classique et dans les idées de l'idéalisme allemand du XIX<sup>e</sup> siècle, et représenta le retour aux "traditions nationales" et la lutte contre le communisme<sup>43</sup>. La défense de l'ordre bourgeois fut considérée comme l'essence du projet politique du fascisme, par le journal de droite aspirant le plus fortement à la dictature et proclamant une

“voie nouvelle”, une politique alternative, dite “le troisième état”<sup>44</sup>; on n’y voit pourtant ni conception antibourgeoise ni élément plébéien comme dans le fascisme.

Pour le journal *Ephimeris ton Ellinon*, c’était l’attirance pour l’Action française qui primait: Léon Daudet et Charles Maurras “inspirent à ses adeptes de la bravoure et du dévouement qui surpassent les limites du sacrifice. Les royalistes français n’hésitent pas —constate-t-il en se référant notamment aux manifestations provoquées par l’Action française le 6 février 1934— à descendre dans les rues et à s’engager dans de réelles batailles contre leurs opposants démocratiques et contre l’État même”. Les Croix-de-Feu furent aussi considérées comme l’avant-garde du “mouvement vers le redressement moral du pays”; l’“agressivité” et la “discipline” qui caractérisaient tout à la fois les membres de cette organisation et la rendaient capable de “barrer la route à tout projet subversif”, étaient à la base d’une telle fascination.

Compte tenu de l’inefficacité supposée du système parlementaire à répondre aux besoins du pays —“un système d’avant-guerre qui a perdu son influence sur l’opinion publique”<sup>45</sup>— la dictature fut considérée comme la seule solution; c’était seulement le contenu de la dictature préfigurée qui différait selon le profil de chaque journal: “dictature capitaliste”<sup>46</sup>, “dictature populaire des classes ouvrières”<sup>47</sup>, “dictature laocratique (du peuple)”<sup>48</sup>. Dans ces journaux on ne trouve ni l’élaboration d’une idéologie structurée ni même une précision sur la dictature à laquelle ils aspiraient; le dénominateur commun de cette nébuleuse dictature reste pourtant le dénigrement du parlementarisme tel qu’il fut en Grèce.

Cela ne suffit pas à parler d’“imprégnation fasciste”, selon l’expression de Raoul Girardet, ni de remise en question des valeurs de la civilisation occidentale, mais plutôt de la prise de conscience d’une décadence nationale. On n’y trouve pas la condamnation du capitalisme, du libéralisme ni du matérialisme, ni le refus du monde bourgeois, hors assurément du territoire couvert par les organes de l’extrême droite. Il faut donc distinguer entre le projet politique de celle-ci et les finalités idéologiques d’un conservatisme plutôt traditionnel.

L’ultraconservateur *Estia* du 4 avril 1934, dénonce la lutte des classes parce qu’elle divise “les forces nationales”, conduit à l’engrenage fratricide et est par principe “une doctrine immorale”<sup>49</sup>; ainsi “les doctrines de la toute-puissance de la matière” sont vues comme “dépassées à travers les corrolaires de la science moderne”. Il s’agit d’un antimatérialisme fondé sur la primauté du spirituel et l’opposition à une culture politique hostile aux valeurs spirituelles. Ces thèmes seront plus répandus durant la guerre civile quand la rivalité entre le spirituel et le matériel<sup>50</sup> sera devenu le fondement du cadre conceptuel occidental, dominant à l’époque de la guerre froide. La conception selon laquelle le communisme

n'était pas une "idée" mais "un système qui asservait les idées et les opinions au profit de l'Empire des Soviets, un matérialisme acharné dans toutes ses manifestations"<sup>51</sup>, conduisit d'ailleurs à la dissociation du communisme de toute idéologie; le communisme fut assimilé au "profit personnel", à l'"utilité politique" et à tout "comportement criminel"<sup>52</sup>.

### L'idéologie du régime métaxiste

Bon nombre de ces thèmes antimatérialistes ainsi qu'un anticapitalisme vague se trouvent dans divers journaux, sympathisants ou organes de presse de Métaxas durant les années qui précédèrent la dictature, mais aussi dans le discours officiel du régime; discours qui gardait un caractère plus aristocratique que populiste. De plus, les mesures prises en faveur des couches populaires ne constituèrent pas une politique populiste puisque elles n'ont pas promu de changements aux rapports de domination mais reflétèrent notamment la pratique du pouvoir paternaliste.

La dictature du 4 août, apparue comme la garantie de l'unité nationale, fut fondée sur des valeurs purement traditionnelles: la patrie, la religion, la famille, la communauté, la discipline, l'ordre, l'anticommunisme, la fidélité envers la monarchie et un nationalisme conservateur; ensuite, et à la faveur de la victoire remportée sur l'Italie, elle a servi à un modèle de régime nationaliste musclé, pour les nationalistes de l'extrême droite qui ont de toute façon repris plusieurs idées de Ioannis Métaxas. L'idéologie du 4 août présente les traits caractéristiques d'une tradition d'extrême droite qui, sans former pour autant un tout cohérent comme le fascisme, fut représentée dans plusieurs régimes de type autoritaire-paternaliste instaurés en Europe dans les années de l'entre-deux-guerres. C'est ainsi que parallèlement à l'appel au retour aux traditions nationales, on trouve le refus du libéralisme et de l'"individualisme excessif du XIX<sup>e</sup> siècle développé dans les systèmes du parlementarisme"<sup>53</sup>, qualifiés de responsables "de la destruction de l'ordre moral, social, politique et économique"<sup>54</sup>; la condamnation de l'État parlementaire situé aux antipodes de l'État national qui mettait "l'intérêt général au dessus des intérêts individuels"<sup>55</sup>; la volonté de remettre en honneur le travail en le protégeant du marxisme et du capitalisme, qui le traitait de marchandise, ainsi qu'en lui redonnant sa propre valeur<sup>56</sup> —une conception morale du travail qui présente beaucoup de similitudes avec celle de la "Révolution nationale" de Philippe Pétain.

Les références de la dictature à l'organisation corporative de la société considérée comme le fondement des nouveaux États, le culte de la jeunesse, la conception du "nouvel État" selon laquelle celui-ci constitua une "révolution nationale" et un "État souverain", porteur de la "troisième civilisation grecque"<sup>57</sup>,

mettent en évidence l'attraction exercée par le fascisme sur les partisans du régime. L'opposition à la lutte de classes exprima par ailleurs l'idée fondatrice de la tradition corporatiste selon laquelle la société ne devait se composer de classes antagonistes mais de groupements sociaux où seront incorporées toutes les classes productives. À la différence du régime parlementaire, dirigé par les grands intérêts capitalistes sur les principes libéraux, qui n'intervenait pas pour régler les conflits du travail, le "nouvel État" se veut État "souverain"<sup>58</sup> et, en même temps, "paternel et affectueux"<sup>59</sup>. Le concept du corporatisme étatique pur, ainsi que l'assemblée des professions, ne pouvaient pas être appliqués au régime métaxiste dans la mesure où les structures socio-économiques de l'époque ne se prêtaient pas à un tel paradigme. Disons en passant que le corporatisme dans son acceptation première proposa une voie politique alternative à la société industrielle et au marxisme dès la fin du XIXe siècle et exerça un attrait significatif dans les milieux fascistes et conservateurs de l'entre-deux-guerres<sup>60</sup>.

Il reste que la ressemblance du régime métaxiste aux régimes fascistes proprement dits n'est pas évidente, même dans le cas de la fameuse EON (l'Organisation nationale de jeunesse), qui en apparence présentait quelques traits empruntés au modèle fasciste<sup>61</sup>. Toutefois, il n'existait pas de mouvement de masse, ni culte de la violence, ni activisme; il manquait aussi un culte exacerbé du chef qui doit être distingué de la promotion d'un culte autour du leader de l'État, pratiqué dans tous les régimes autoritaires. En fin de compte, le régime — étant considéré par l'organe de presse de l'Organisation nationale de la jeunesse comme un "changement" et Métaxas comme l'"animateur du changement" et le "nouveau maître national"<sup>62</sup> — ne se voulait pas révolutionnaire comme en témoignent, entre autres, les professions de foi de leurs fondateurs.

### **Le populisme du mouvement contre-révolutionnaire et le national-populisme de l'extrême droite de la Guerre civile**

Un véritable populisme fut articulé dans le premier temps de l'évolution de l'extrême droite en Grèce au sein du mouvement contre-révolutionnaire de 1915-16 qui, bien qu'il soit de courte durée, a contribué à y acclimater des comportements de guerre civile<sup>63</sup>. Il prit naissance dans les conditions de la Grande guerre lorsque les antivénizélistes intransigeants se sentirent menacés par les initiatives du gouvernement libéral et exilés dans leur propre pays. Pourtant, pour appartenir à l'idéologie de la révolte contre l'héritage moderniste des Lumières, la contre-révolution grecque fut d'abord un mouvement politique — représenté dans la presse de l'antivénizélisme ultra, absent dans la production savante — dans lequel l'organisation, le programme et "la politique de la rue"

tenaient la priorité<sup>64</sup>. Or, les contre-révolutionnaires grecs furent des adeptes d'une conception organique du politique. Néanmoins, dans la presse antivénizéliste on trouve le refus de l'utilitarisme anglais, du matérialisme et de l'individualisme, de la théorie libérale de l'État du XIX<sup>e</sup> siècle et de la théorie démocratique, considérée comme émanant des principes de la révolution française, jugés étrangers à l'héritage de l'antiquité hellénique.

Le recours à la violence contre le complot vénizéliste fut présenté comme un acte complètement légal et impératif tandis que les Associations des réservistes (*Epistratoi*), fondées en 1916 pour la "protection" du roi et de la nation, furent qualifiées de "héros de l'ordre et de l'honneur de la patrie"<sup>65</sup>. L'image de la décadence qui ressort de la Grèce vénizéliste fusionne avec le populisme au niveau du discours: au "complot meurtrier" du vénizélisme adhéraient entre autres "les gros commerçants, les banquiers, les armateurs, les gros entrepreneurs, les propriétaires de grosses usines", ainsi que tous ceux qui essayaient de troubler avec des "délicatesses théoriques constitutionnelles", l'"instinct infaillible et l'intuition claire du peuple"<sup>66</sup>.

Durant la guerre civile, l'extrême droite qui fut représentée notamment par l'organisation X, ainsi que par la Révolution nationale-sociale et par d'autres groupes mineurs, eut un caractère national-populiste. Elle déclarait qu'elle représentait "les enfants honnêtes et héroïques de la classe agricole et ouvrière qui combattaient avec les classes moyennes urbaines contre cet amalgame félon réunissant un peu de tout, les capitalistes corrompus compris". Les capitalistes furent traités de "salauds de la ploutocratie oligarchique en vêtements dorés", de "collaborateurs camouflés", de "sangues de la classe ouvrière" et furent accusés d'avoir fait d'énormes donations au Parti communiste<sup>67</sup>. La condamnation de l'"ancien régime des partis formé de vénizélistes, d'antivénizélistes et surtout de communistes", opposé aux "patriotes honnêtes et purs", aux "jeunes nationalistes Grecs"<sup>68</sup>, appartient aussi à la thématique du populisme. À travers ces dénonciations, la présence d'un mouvement populiste est confirmée; un mouvement qui méprise les lois, les institutions, les partis et s'oppose fortement à une solution politique de la question grecque.

La politique dynamique de la droite<sup>69</sup> durant "le troisième tour" de la guerre civile en Grèce (1946-49) ne différerait pas beaucoup de la politique des armes, la "guerre totale" contre les communistes, proposée par le général Georges Grivas et appliquée par son organisation, la X. Toutefois, jusqu'à ce que l'Amérique prenne en main l'initiative de la lutte mondiale contre le communisme, et jusqu'à ce qu'il y ait la polarisation extrême de la situation politique en Grèce, la guerre civile se déroule dans les dernières pages de la presse de droite, qualifiée d'"attaques de bandits à la conscience étrangère". Il reste que l'effet de réalité construit à travers cette narration des événements aboutit à une image plutôt édifiante. Le refus des

journaux de la droite d'accepter la réalité d'une guerre civile reflétait son hésitation à s'adapter au fait de l'effondrement de l'«idéologème» de l'unité nationale<sup>70</sup> et manifestait sa volonté de se défendre des impressions issues de reportages de journalistes étrangers sur les excès de la politique des gouvernements de droite, qui pourraient ternir son image.

À la différence de l'image minimaliste de la guerre civile rapportée dans la presse de droite jusqu'en 1947, la question grecque s'inscrit très tôt dans la dimension internationale à la faveur du discours mythique sur lequel l'extrême droite fait reposer son interprétation de la lutte fratricide. Celle-ci porta la marque d'une croisade en faveur de la protection de la démocratie et de la civilisation contre le complot universel du communisme. Cette vision du monde ne fut pas l'apanage de la seule extrême droite, mais elle s'étendit à toutes les tendances de la droite, qui y adhérèrent. «Toute l'humanité civilisée, lit-on dans le *Skapanews tis Makronnisou* (*Pionnier de Makronnisos*) du juillet 1949, observe avec intérêt la lutte du peuple grec pour la protection des valeurs qui constituent la base de la civilisation occidentale et apprécie profondément les sacrifices de notre race en faveur de la liberté». L'opposition du «totalitarisme rouge, de la barbarie prolétarienne, qui adopta les moyens de la violence nazie», aux «démocraties occidentales fondées sur les libertés individuelles» constitue le thème central de la propagande anticommuniste<sup>71</sup>.

L'anticommunisme tel qu'il se présente dans la Grèce de la guerre civile se manifeste à un seul niveau: celui de la résistance à une menace étrangère, au slavo-communisme, dans lequel se fusionnent la peur de la subversion et toute une série de phobies diffuses concernant l'intégrité nationale, chargées du poids de la mémoire collective. Dans ce contexte, le journal de droite *Estia* du 28 janvier 1950 propose sa propre interprétation de la guerre civile qu'elle considère comme une guerre contre le panslavisme —une guerre dans le droit fil de la guerre contre le pangermanisme— en concluant que la direction générale de la lutte contre la Grèce est passée du Berlin à Moscou. Or, cette vision du conflit fondée sur son aspect extérieur relève des corrélations entre l'attitude devant les systèmes totalitaires —une des grandes questions de l'époque— et les phénomènes de la mémoire. Cela n'empêche en aucun cas l'élaboration d'une politique anticommuniste à finalité interne de la part de la droite ni l'imprégnation de la société à un degré important par le sentiment d'un danger intérieur et omniprésent.

Par ailleurs, la guerre civile est conçue par l'extrême droite comme raciale, pas au niveau purement biologique mais à celui d'une «biologie sociale» déterminée par les valeurs, l'identité nationale, la civilisation et la culture: «Il ne s'agit pas d'un combat de classes mais d'une guerre raciale [...] nous tenons à assurer la pérennité de notre Grèce, de notre religion, de notre famille». Aussi, dans sa conception droitrière de l'histoire, la monarchie —enracinée dans le patrimoine

national— fut-elle considérée comme le seul régime propre au “caractère national” des Grecs, tandis que la République, assimilée à l’oligarchie, à la tyrannie, à l’anarchie, au “compagnonnage” et au communisme, fut exclue du patrimoine national<sup>72</sup>: phénomène comparable à l’esprit de la politique de Vichy contre le souvenir même de la République parlementaire<sup>73</sup>. Pour la droite classique, la monarchie constitua plutôt un facteur de stabilité et de prudence, capable d’assurer un certain consensus national et de promouvoir le bien de la nation.

Le fait que l’extrême droite de la guerre civile s’est définie par l’adhésion aux valeurs des démocraties occidentales, représenta un tournant dans l’évolution de son image. Tandis que la droite classique portait l’accent sur son appartenance à la communauté nationale en évitant de se dire de droite<sup>74</sup>, l’extrême droite et la droite extrême revendiquaient hautement l’identité droitrière et se présentaient comme libérales, démocrates et en même temps populaires. Même en ce qui concerne l’anglophobie héritée du passé, elle s’exprima dans les conditions d’une polarisation excessive quand on assista à un usage outré par l’extrême droite du mythe du complot<sup>75</sup>; un mythe qui s’étend aisément dans le temps et l’espace. Dans le cadre “des trois États confédérés —communisme, sionisme, franc-maçonnerie”— les Juifs apparaissaient en tête de la conspiration universelle contre la démocratie, le christianisme et l’hellénisme dans une combinaison du stéréotype négatif du Slave avec celui du Juif<sup>76</sup>.

L’extrême droite, sans mépriser les joutes électorales, s’est présentée aux élections de 1946, à celles de 1950, qui ont vu le courant attaché à la tradition métaxiste obtenir une représentation parlementaire —et cela à cause de l’influence locale qu’avaient ses candidats—, et aux élections de 1951, cette fois-ci en collaboration avec la droite classique. Notons enfin que dans les conditions de la guerre froide, qui nourrissaient le climat de terreur légalisée, les droites victorieuses, en rompant intégralement avec la tradition du schisme national, déjà dénoncée, et en se rattachant à l’idéologie du Rassemblement national et populaire, forgèrent leur unité comme formation politique majeure de la Grèce de l’après-guerre.

#### NOTES

1. Nous y reviendrons plus loin dans l’article.
2. Voir Nicolas SVORONOS, *Histoire de la Grèce moderne*, 3e éd., Paris, Puf, 1972, pp. 89-91.
3. Despina PAPANIMITRIOU, *O Typos kai o Dichasmos*, (La presse et le schisme national), Thèse de doctorat, Université d’Athènes, 1990.

4. Voir C. SVOLOPOULOS, "Les Partis politiques en Grèce depuis l'indépendance jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale", *Balkan Studies*, 21 (1), 1980, pp.21-31, p. 27.

5. George Th. MAVROGORDATOS, *Stillborn Republic; Social Coalitions and Party Strategies in Greece, 1922-1936*, Berkeley-Los Angeles-London. University of California Press, 1983, p. 280. Pour le rapport entre les conditions nationales, les clivages et le processus de démocratisation dans les pays d'Europe occidentale, voir Stein ROKKAN, *Citizens, Elections, Partis. Approaches to the Comparative Study of the Processes of Development*, Oslo, Universitetsforlaget, 1970, 1A, pp. 82-83, 96-129.

6. George Th. MAVROGORDATOS, *op.cit.*, p. 29.

7. Voir Nicolas SVORONOS, *op.cit.*, p. 97.

8. Voir *Patris (Patrie)*, 23-11-1923, 27-12-1923.

9. Voir S. BERSTEIN et P. MILZA, *Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme*, Paris, Éd. Complexe, 1992, pp. 346-348.

10. Pour une telle interprétation du schisme national, voir Constantine SARANDIS, *The Emergence of the Right in Greece (1922-1940)*, Oxford University, D.Phil.thesis, 1979, pp. 18-27.

11. Voir Luc FERRY et Alain RENAUT, "Sur l'opposition droite-gauche: Tocqueville et Jaurès", *Le Débat*, no 33, janvier 1985, pp. 60-71; C.B. MACPHERSON, *The Life and Times of Liberal Democracy*, Oxford University Press, 1977.

12. Jean-François SIRINELLI, Éric VIGNE, "Introduction générale", in Jean-François SIRINELLI (dir.), *Histoire des Droites en France*, Paris, Gallimard, 1992, t.1, p. XXXVI.

13. L'étude de la presse est fondamentale dans l'interprétation des crises du premier XX<sup>e</sup> siècle. Autrement dit, le schisme national fut, à un degré majeur, un "phénomène de propagande", tandis que les idéologies et les sensibilités des droites des années trente furent largement représentées dans la presse. Toujours est-il, en revanche, que la faiblesse de la droite dans la culture est une constante de l'histoire grecque contemporaine.

14. Il s'agit des journaux suivants: *Estia (Foyer)*, indépendant, issu du camp vénizéliste, ultraconservateur, de droite dans l'immédiat de l'après-guerre; *I Proia (Le Matin)*, antivénizéliste modéré; *I Kathimerini (Le Quotidien)*, antivénizéliste militant (du Parti populaire) dans l'entre-deux-guerres, ensuite de droite, réputé pour la véhémence des analyses et l'air souvent provocant des éditoriaux de son propriétaire G.Vlachos.

15. On lisait dans l'Estia du 29 janvier 1936: "Tandis que les représentants du monde bourgeois s'épuisent dans des luttes fratricides sans but, les tenants de la révolution sociale et de la subversion, travaillent, s'organisent et font du progrès". Notons qu'on trouve parfois, en ces années-là, l'emploi du terme de "luttes fratricides" ou de "guerre civile" pour désigner le schisme national.
16. Sur ces notions, voir Reinhart KOSELLECK, *Futures Past. On the Semantics of Historical Time*, (trad. anglaise), Massachusetts and London, England, The MIT Press Cambridge, 1985, pp. 267-288.
17. Estia, 1-10-1935, I Kathimerini, 28-11-1935.
18. I Vradyni (Le Soir), 6-10-35, Athinaïka Néa (Les Nouvelles d'Athènes), 06-01-1936.
19. Estia, 19-04-1934.
20. Proia, 05-10-1935.
21. I Kathimerini, 19-10-1935.
22. 14-01-1936.
23. Sur les plébiscites de 1935 et de 1946, voir Nikos ALIVIZATOS, *Les institutions politiques de la Grèce à travers les crises 1922-1974*, Paris, 1979.
24. Sur le climat de terreur et les persécutions en 1945, voir les journaux du centre: Eleftheria (Liberté), 02-09-1946, Ta Néa (Les Nouvelles), 14-08-1946 —le mot apparaît en 1945 notamment comme "Centre démocrate". Ces journaux par opposition aux "extrêmes", "la droite extrême" et "l'extrême gauche" (les communistes) —lesquels s'éprenaient de la guerre civile— plaidaient pour une politique "d'apaisement". Cela pourtant n'a pas empêché le centre de rejoindre la droite, dès la fin de 1947, dans une politique d'anticommunisme instrumental. Notons aussi que pour la droite le centre n'existait pas, (voir sur ces points, en ce qui concerne la France, Danièle ZÉRAFFA, "À la recherche du centre dans la vie politique française (1962-1986)", *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, no 9, janvier-mars 1986, p. 82.
25. I Kathimerini, 31-10-1935.
26. Estia, 02-01-1936.
27. Sur l'angoisse de "finir avec la question du régime et de détendre la rage guerrière des groupes royalistes", voir l'Akropolis (Akropole) du 7 octobre 1935 et du 1 décembre 1935.
28. 24-01-1936.
29. 11-05-1932, 25-07-1932.
30. 01-10-1935.

## *Études Helléniques / Hellenic Studies*

31. Esperini, 07-07-1932, Iméra (Le Jour), 20-09-1931.
32. 09-10-1935. On rencontre pour la première fois dans la presse les termes "droite" et "gauche".
33. 01-10-1935.
34. Serge BERSTEIN - Jean-Jacques BECKER, *Histoire de l'anti-communisme en France*, tome 1:1917-1940, Paris, Olivier Orban, 1987, p. 336.
35. Anamorfosis (Réformation), 21-1-26, Drasis (Action), 24-11-1923, Protevousa (Capitale), 02-01-1921.
36. Voir David CLOSE, "Conservatism, authoritarianism and fascism in Greece, 1915-45", in Martin BLINKHORN (edit.), *Fascists and conservatives*, London, Unwin Hyman, 1990, pp. 200-217, p. 203.
37. Hagen FLEISCHER, *Stemma kai Svastika*, Athènes, Éd. Papazissis, p. 369.
38. 12-12-1934, 13-12-1934, 20-12-1934, 23-01-1935, 07-02-1935.
39. Sur l'attraction puissante du fascisme en France, voir Pierre MILZA, "L'ultra-droite des années trente", in *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Éd. du Seuil, 1993, p. 182; Philippe BURRIN, *La Dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery (1933-1945)*, Paris, Éd. du Seuil, 1986.
40. 13-01-1934.
41. 19-04-1934.
42. 21-07-1932.
43. 21-02-1934.
44. Estia, 02-05-1934, 29-04-1934.
45. Akropolis, 04-02-1934, Esperini, 07-01-1934, Estia, 02-04-1934, Patris, 14-07-1928.
46. Estia, 02-04-1924, 09-04-1934, 29-04-34, 02-05-1934.
47. Akropolis, 04-02-1934.
48. Esperini, 05-01-1934.
49. 28-05-1934.
50. Voir Agon (Lutte), 15-05-1949 et Ephimeris ton Xiton (Journal des Xites), 20-01-1947.
51. Robert BRUYNEEL, *Les indépendants et la lutte contre le communisme*, Rapport au 1er Congrès national des indépendants, des paysans et de l'A.r.s. Eleuférios PROKOS, *Ellinismos kai Kommounismos [Hellénisme et communisme]*, tom.1, Athènes 1952, p. 140.

52. Antikommounistikos Agon (Lutte anticommuniste), mai 1963, p. 55, Ephimeris ton Xiton, 08-07-1946, 20-01-1947.
53. Neon Kratos (Nouvel État), sept. 1938, pp. 1-5.
54. I Neolaia (La Jeunesse), 05-11-1938, pp. 121-2.
55. I Neolaia, 15-10-1938, pp. 1-3.
56. Ergatiki Ellas (La Grèce du travail), 09-05-1937, p. 3.
57. Voir Georges CONTOGEOORGIS, *Histoire de la Grèce*, Paris, Hatier, coll. dirigée par Serge Berstein et Pierre Milza, 1992, p. 392.
58. A.KAZAKOS, "L'arrachement du communisme", Ergatiki Ellas, 15-06-1938, p. 600.
59. Neon Kratos, sept.1937, pp. 1-5.
60. Antonis LIAKOS, *Ergasia kai politiki stin Ellada tou mesopolemou* [Travail et politique en Grèce de l'entre-deux-guerres], Athènes, Fondation de recherche et d'éducation de la Banque Commerciale de Grèce, 1993, p. 352.
61. Voir S. BERSTEIN et P. MILZA, *op.cit.*, p. 347.
62. I Neolaia, 12-11-1938, pp. 153-4.
63. Voir Despina PAPADIMITRIOU, "I genesi tis ellinikis akras dexias" [La genèse de l'extrême droite en Grèce], *Léviathan*, no 14, 1993-94, pp.109-120.
64. Voir Arno MAYER, *Dynamics of Counter-Revolution in Europe 1870-1956. An Analytic Framework*, New York, Eranston, San Francisco, London, Harper Torchbooks, Harper & Row publishers, 1971.
65. Astrapi (Éclair), 15-05-1916, Chronos (Temps), 15-06-1916, 28-06-1916.
66. Chronos, 21-10-1916, 02-06-1916, Skrip, 11-02-1915, 17-02-1915.
67. Ephimeris ton Xiton, 01-03-1948.
68. Ephimeris ton Xiton, 17-03-1947.
69. À la droite monarchiste, représentée aux élections de mars 1946 par la Formation unie des nationalistes, appartenaient le Parti populaire et deux autres partis issus du camp vénizéliste, l'un d'entre eux recruté dans les rangs des vénizélistes qui n'étaient pas d'accord sur le choix des dirigeants du Parti des libéraux au sujet du régime. (Sur ce point, voir Elias NIKOLACOPOULOS, *Kommata kai vouleftikes ekloges stin Ellada, 1946-1964* [Partis et élections législatives en Grèce], Athènes, 1988, p.132). La droite modérée fut représentée par l'Union nationale politique à laquelle appartenaient trois partis sous la direction de Sophoclis Vénizélos, Georges Papandréou et Panayiotis

Kanellopoulos. La droite modérée ne s'exprima pas en cette période sur la question du régime mais elle aspira au ralliement de tous les nationalistes contre la gauche. (Voir George Th. MAVROGORDATOS, "Oi ekloges kai to dimopsifisma tou 1946: proimio tou emfyliou polemou "[Les élections et le plébiscite de 1946: introduction à la guerre civile], in *I Ellada sti Dekaeitia 1940-1950: Ena Ethnos se Krise* [La Grèce des années quarante: une nation en crise], Athènes, Thémelio, 1984, p. 309).

70. *I Kathimerini*, 16-11-1946, 05-01-1947, *Ellinikon Aima* (Sang grec), 10-01-1946.

71. Pour une lecture analogue de la guerre civile espagnole, voir Léon DAUDET, "La radio et les fausses nouvelles", *L'Action française*, 24-07-1936 et "L'État de danger de guerre", *ibid.*, 26-07-1936.

72. *Ephimeris ton Xiton*, 29-07-1946, 19-08-1946.

73. Michel WINOCK, "Les affaires Dreyfus", in "Les Guerres franco-françaises", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 5, janvier-mars 1985, pp. 19-37, p. 29.

74. *I Kathimerini*, 05-01-1947.

75. Sur le "complot anglo-juif". voir Panos KINTZIOS, "L'Antéchrist et ses organes", *Antikommunistikos Agon* (Lutte anticommuniste), mars 1949, p.6.

76. On pourrait repérer une image analogue de la Russie, qui va de pair avec l'antisémitisme de l'Allemagne hitlérienne, dans l'article de Marlis STEINERT, "L'évolution des images nationales en Allemagne pendant la deuxième guerre mondiale", *Relations Internationales*, no 2, 1974, pp. 213-232, p. 223.